

Note d'information destinée aux usagers pour le traitement des données à caractère personnel pour l'octroi des soins de santé (art.13 règlement UE 2016/679)

Cher Madame/ Cher Monsieur,

La présente Note d'information est rédigée par l'Hôpital Universitaire de Padoue, conformément et aux fins de l'art. 13 du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques en ce qui concerne le traitement des données personnelles.

QUI S'OCCUPE DE VOS DONNÉES

Le responsable du traitement de vos données personnelles, y compris celles qui peuvent divulguer l'état de santé est l'Hôpital Universitaire de Padoue, dont le siège social se situe à Padoue, Via Giustiniani n. 1 – C.F/n°Tva intra 00349040287 site internet: www.aopd.veneto.it; PEC: protocollo.aopd@pecveneto.it.

RESPONSABLE DE LA PROTECTION DES DONNÉES (RPD)

Afin de garantir les activités de traitement des données de l'Hôpital Universitaire de Padoue et pour protéger les droits des personnes concernées un Responsable pour la Protection des données personnelles (RPD) a été nommé et ce dernier peut être contacté à l'adresse e-mail : rpd.aopd@aopd.veneto.it.

FINALITÉS DU TRAITEMENT

Les données personnelles seront traitées aux fins suivantes :

1. Effectuer toutes les activités nécessaires dans le domaine de **la prévention, du diagnostic, du traitement et du rétablissement de votre état de santé**, y compris, au moment de l'hospitalisation et de la sortie d'hôpital, l'éventuelle collecte d'informations par le personnel médical et de santé, ainsi que dans le cas des prestations médicales en ambulatoires et/ou diagnostics et des prestations du service des Urgences (à **des fins de soin**) ;
2. Accomplir la gestion administrative du dossier et effectuer le suivi et l'évaluation des services de santé (activités administratives et de certification liées à celles de diagnostic, d'assistance ou de thérapie sanitaire et sociale) ;
3. Effectuer des activités de planification pour la gestion, le contrôle et l'évaluation de l'assistance sanitaire (y compris la mise en place de la gestion de la planification et du contrôle de la relation entre l'Hôpital et les éventuels centres agréés/conventionnés avec le Système de Santé National) ;
4. S'acquitter des obligations légales relatives aux normes civiles comptables et fiscales ;
5. Effectuer des recherches scientifiques dans les domaines médical, biomédical ou épidémiologique, dans le respect des limites et des conditions dictées par la loi ;
6. Effectuer des activités de pharmacovigilance ;
7. Effectuer des activités formatives lors de cours, séminaires et autres initiatives de formation, dans le respect des limites et des conditions prévues par la loi. L'utilisation des données, à ces fins, n'exige le consentement libre et spécifique de la personne concernée que dans les cas où son identification directe est nécessaire ;
8. Gérer les éventuels litiges.

BASES JURIDIQUES

Les données personnelles ne sont traitées que s'il existe une base juridique. Aux fins mentionnées ci-dessus, la base juridique du traitement consiste en :

1. Raisons d'intérêt public pertinentes ;
2. Raison d'intérêt public pour le secteur de la santé publique ;
3. Finalité de médecine préventive, diagnostic, assistance ou thérapie sanitaire ou sociale à savoir la gestion des systèmes et des services sanitaires ;
4. Exécution des obligations légales ou du Règlement ;
5. Protection des intérêts vitaux de la personne concernée ;
6. Nécessité de vérifier, d'exercer ou de défendre un droit devant les tribunaux ou chaque fois que les juridictions exercent leurs fonctions ;
7. Dans certains cas spécifiques par l'expression du consentement (dossier régional de santé électronique, dossier de santé électronique, données génétiques, résultats en ligne, etc.).

PÉRIODE DE CONSERVATION DES DONNÉES

Les données à caractère personnel sont stockées aussi longtemps que nécessaire pour les finalités pour lesquelles elles sont traitées, à l'exception d'une durée plus longue pour remplir les obligations légales, en raison de la nature des données ou du document ou pour des raisons d'intérêt public, ou pour l'exercice des pouvoirs publics, en tenant compte des exigences du Plan de conservation de la documentation de la Société (dit Recueil des règles de conservation).

COMMUNICATION DES DONNÉES ET CONSÉQUENCES DE LA NON COMMUNICATION

La communication des données pour la prestation de services de santé est **obligatoire**. Le refus de fournir les données requises signifie, selon le cas, l'impossibilité d'avoir accès aux prestations sanitaires et/ou l'impossibilité d'obtenir les avantages économiques demandés et/ou prévus par la législation en vigueur. La communication des données relatives à votre état de santé pouvant être communiquées aux membres de votre famille est facultative et même sans avoir communiqué ces données il est possible d'accéder aux prestations sanitaires : par conséquent lors de chaque hospitalisation il vous sera demandé d'indiquer les personnes auxquelles vous désirez faire connaître ces informations.

MODALITÉS DE TRAITEMENT DES DONNÉES

Le traitement des données à caractère personnel se fera sous une forme automatisée et/ou manuelle, en format informatique ou papier, selon des modalités et avec des outils visant à garantir une sécurité et une confidentialité maximales, ainsi que l'exactitude, la mise à jour et la pertinence des données à caractère personnel à l'égard des objectifs énoncés.

CATÉGORIES DE BÉNÉFICIAIRES

Uniquement aux fins mentionnées ci-dessus, toutes les données collectées et traitées peuvent être traitées par des fonctionnaires internes autorisés au traitement sur la base de leurs fonctions et selon les profils qui leur sont attribués (*y compris les médecins spécialisés, les stagiaires, etc.*) et, dans les cas établis par les lois, règlements ou pour l'exercice de fonctions institutionnelles, les données pourront être communiquées aux catégories de personnes externes suivantes :

1. À d'autres organismes du Service Sanitaire National et Régional (ex. autres hôpitaux/unités sanitaires, la région d'appartenance pour l'envoi de dossiers de sortie d'hôpital, etc.) ;
2. À d'autres organismes publics ou universités (publics ou privés) ;
3. Commune de résidence (ex. données relatives aux naissances et décès, traitement sanitaire obligatoire) ;
4. Personnes qualifiées pour intervenir dans les litiges dans lesquels la Société est impliquée (compagnies d'assurance, avocats et consultants, etc.) afin de protéger les opérateurs et la Société elle-même dans des hypothèses de responsabilité ;
5. Organismes de sécurité sociale aux fins de la protection de la personne assistée ;
6. Autorité judiciaire et/ou Autorité de sécurité publique, dans les cas prévus par la loi ;
7. Les sociétés externes auxquelles sont confiées les tâches de mener à bien des opérations spécifiques nécessaires pour assurer les services de l'Hôpital Universitaire de Padoue, dans les limites strictement pertinentes aux fins susmentionnées, les fournisseurs de biens et services de développement, de fourniture et de gestion opérationnelle des plates-formes technologiques utilisées par l'hôpital (par exemple portail pour la consultation des résultats en ligne, fourniture d'outils de diagnostic, etc.). Ces personnes sont préalablement désignées comme responsables du traitement.

TRANSFERT DES DONNÉES À UN PAYS TIERS ET/OU À UNE ORGANISATION INTERNATIONALE

Les données personnelles ne sont pas transférées à des pays tiers non européens. Le Responsable du traitement des données indique que, si nécessaire, tout transfert de données vers des pays hors UE aura lieu conformément à la législation en vigueur. Uniquement aux fins de la recherche scientifique dans les domaines médical, biomédical ou épidémiologique, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à des pays non membres de l'Union Européenne conformément aux limites et conditions dictées par le droit italien et la législation européenne.

DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Les rapports avec toutes les personnes concernées au traitement des données sont effectués par l'Hôpital Universitaire de Padoue auquel les personnes concernées ont le droit de demander l'accès à leurs données personnelles, de les rectifier en cas d'inexactitude, de les supprimer ou d'en limiter leur traitement si les conditions le permettent, de s'opposer au traitement pour des raisons légitimes, de révoquer le consentement donné aux fins du traitement qui l'exige, sous réserve de la licéité du traitement effectué jusqu'au moment de la révocation. Ces droits peuvent être exercés en contactant le contact de confidentialité de l'entreprise, en envoyant un e-mail à l'adresse : rpd.aopd@aopd.veneto.it

Outre à exercer les droits énumérés ci-dessus, la personne concernée a également le droit de porter plainte auprès de l'Autorité de contrôle compétente, Garant de la Protection des Données Personnelles (www.garanteprivacy.it).